

# Remarques sur les "18 thèses pour l'écossocialisme"

p. 1	<i>Biosphère ou écosystème ?</i>
p. 2	<i>Méconnaissance de la diversité et de l'évolution des pollutions</i>
p. 4	<i>Et l'économie matérielle ?</i>
p. 5	<i>Ecologie socialiste ou communisme écologique ?</i>
p. 7	<i>Quid des fonctions régaliennes de l'Etat ?</i>
p. 8	<i>La question des délais : l'exemple du nucléaire</i>
p. 11	<i>Pensée magique et fétichisme de la méthode</i>
p. 12	<i>Notes</i>

**Publiées** en février dernier en guise de Manifeste <sup>(1)</sup> dans le cadre d'un processus d'Assises pour l'écossocialisme piloté par le Parti de gauche, les *18 thèses pour l'écossocialisme* ont le mérite de relancer le débat sur des sujets vitaux. Après des décennies d'ignorance, de déni ou d'instrumentalisation de l'écologie par les formations politiques de gauche, et souvent même par des partis dits écologistes, comment ne pas saluer toute prise de conscience, fût-elle tardive, de l'importance des enjeux environnementaux, et tout effort pour allier enfin radicalité écologique et justice sociale ?

Et de fait, on trouve çà et là dans le texte (sur les limites écologiques à la croissance, sur le sens de l'activité humaine, sur le partage et la réduction du temps de travail socialement contraint, sur la relocalisation des activités essentielles, sur les réappropriations d'outils et d'espaces, sur l'arrêt de l'artificialisation des sols...) quelques reprises encourageantes de pistes de réflexions développées depuis plusieurs décennies par divers courants et auteurs écologistes ou critiques du productivisme.

Néanmoins, le degré d'aboutissement même de ce manifeste conduit à s'interroger sur l'opportunité de tenter de l'amender ou de le compléter à la marge, tant les biais idéologiques qui le sous-tendent sont importants, et de nature à jeter une ombre inquiétante sur l'ensemble de la démarche.

## **Biosphère ou écosystème ?**

L'illustration la plus flagrante de ces biais est sans doute la confusion, fort peu écologiste, entre la notion de biosphère <sup>(2)</sup> (emblématiquement absente de ce Manifeste) et celle d'écosystème. On pourrait (on aimerait...) y voir un lapsus sans conséquence, si le terme écosystème ne revenait pas, lui, de manière obsédante, et toujours au singulier.

Or si la biosphère est, par définition, unique et commune à tous les êtres vivants, le concept d'écosystème recouvre, lui, en bonne écologie, et sans doute aussi en bonne politique, des réalités qualitatives éminemment plurielles <sup>(3)</sup> et des échelles infiniment diverses, qu'il conviendrait d'articuler et de prendre en compte de manière systémique, et certainement pas de nier, gommer ou supprimer comme la mondialisation néolibérale s'acharne précisément à le faire.

On peut certes, dans certaines modélisations particulièrement grossières et à des fins très circonscrites, étendre le concept d'écosystème à toute la planète. Mais il ne faut pas se leurrer : cela suppose de se borner à l'analyse quantitative des grands flux énergétiques et matériels et, tout en donnant l'illusion d'une maîtrise intellectuelle des problèmes,

aboutit vraisemblablement à laisser l'essentiel de côté.

Ce genre de simplifications du réel, proches de celles dont raffole la "science" dite économique et, plus globalement, la raison marchande, est en pratique celui qui soutend, par exemple, les désastreux projets de géoingénierie climatique.<sup>(4)</sup> C'est aussi celui qui permet de masquer la toxicité de dizaines de milliers de polluants manufacturés derrière une dilution statistique arbitraire des doses, ne tenant entre autres aucun compte des effets de leurs cumuls et combinaisons.<sup>(5)</sup> C'est encore celui qui sert de substrat à maintes formes de darwinisme social.

Le fait que ce Manifeste pour l'écosocialisme se conclue sur un nouveau singulier pour le moins discutable, avec "la" civilisation humaine,<sup>(6)</sup> n'est résolument pas pour rassurer quant à l'aptitude effective des rédacteurs des 18 thèses à comprendre, respecter et valoriser la diversité. Qu'elle soit culturelle ou biologique, innée ou acquise.

De même, on ne peut que déplorer le caractère très androcentré<sup>(7)</sup> de divers développements de ce manifeste. Outre que l'expérience quotidienne et historique des femmes les met en bonne place pour concevoir des rapports économiques autres que le salariat, et des formes de relations humaines non concurrentielles, ce manque d'intégration des apports théoriques du mouvement féministe – par exemple sur les vicissitudes du patriarcat, en contexte agricole notamment, sur le travail "domestique", ou sur la définition et le statut des mineurs<sup>(8)</sup> – prive d'éléments précieux pour l'analyse d'un des impensés majeurs du fonctionnement de nos sociétés, celui de la définition des rebuts et déchets et, partant, pour un réexamen critique des catégories de l'utile, du nuisible et du superflu, ainsi que de la notion d'efficacité<sup>(9)</sup>. Cela prive donc d'outils pour mieux penser et pallier les difficultés à valoriser tout ce qui relève de la préservation, de l'entretien, de la réparation ou la régénération non marchandisée des milieux de vie (et bien sûr du refus de la poursuite de leur destruction).

Car, ne s'intéresser qu'à la production et la consommation<sup>(10)</sup> (à ce qui est réputé économiquement "productif") au lieu de partir de l'examen de ce troisième pilier, crucial mais toujours occulté, que l'on pourrait définir comme celui de la ménagère et de l'éboueur (ou, plus trivialement, de la "corvée de chiottes") c'est, à rebours de la volonté affichée de décolonisation de l'imaginaire, faire l'impasse sur une question pourtant clé pour tout projet d'émancipation partagée et de rupture effective avec le productivisme – question de plus en plus incontournable, et qui gagne en acuité à mesure que l'héritage toxique du dernier siècle réémerge et s'accroît en se complexifiant<sup>(11)</sup>.

### **Méconnaissance de la diversité et de l'évolution des pollutions**

La Terre une fois abusivement ramenée à un unique écosystème, il est logique de voir l'écologie pratiquement réduite, d'une part, à la question climatique<sup>(12)</sup> (elle-même confinée aux émissions de gaz à effet de serre, tendanciellement assimilés au seul dioxyde de carbone) et d'autre part à celle, chère aux environnementalistes gestionnaires, de "l'épuisement" des "ressources" naturelles, biodiversité incluse.

Du coup, le vaste domaine de la production des pollutions et nuisances – autrement dit, de l'empoisonnement de la vie en général, et de la marchandisation des moyens mêmes de la survie – thème qui fut crucial dans la prise de conscience écologiste du dernier demi-siècle, avec des livres fondateurs comme *Printemps silencieux* de Rachel Carson,<sup>(13)</sup> est pratiquement ignoré. Ainsi le terme "pollutions" n'apparaît-il qu'une seule fois dans ce manifeste, et encore : sous l'angle exclusif de leur supposée délocalisation.

Comment ne pas en inférer chez les auteurs des 18 thèses, à défaut d'une sensibilité personnelle à la dégradation des milieux naturels, quelques lacunes de culture générale en biologie et toxicologie mais aussi, ce qui paraît plus grave, une ou deux révolutions industrielles et scientifiques de retard ? Car non seulement les pollutions traditionnelles <sup>(14)</sup> sont loin d'avoir disparu, en France en particulier,<sup>(15)</sup> mais les implacables progrès de la technoscience ne cessent d'en rajouter de nouvelles.

En pratique, présumer que le problème se limiterait à une "délocalisation", au demeurant partielle, des pollutions industrielles les plus classiques dispense opportunément de s'interroger sur l'extrême nocivité pour le vivant d'autres polluants et processus plus récents, relevant de "hautes" technologies "novatrices" ou "innovantes" que l'on tente de nous faire passer pour propres. Or ceux-ci sont d'autant plus insidieux qu'ils sont inodores et invisibles : densification exponentielle du brouillard électromagnétique depuis une vingtaine d'années <sup>(16)</sup> ; fabrication et relâchement dans l'environnement de nanoparticules aux effets paradoxaux et mal connus (mais auxquelles les cellules des êtres vivants sont particulièrement perméables) ; tripatouillages génétiques et moléculaires de la biologie synthétique <sup>(17)</sup> ; "convergence" NBIC (nanotechnologies, biotechnologies, informatique et sciences cognitives) comme si le bon vieux NBC (nucléaire, bactériologique et chimique) ne suffisait pas...

Les argumentaires promotionnels de toutes ces merveilles oscillent entre sacrosainte "compétitivité internationale", toute-puissance ludique et inépuisables promesses de miracles laïcs (faire marcher les paralytiques, tout soigner à l'aide d'une simple puce, rendre les humains virtuellement immortels, ubiquitaires, omnipotents et omniscients en les "augmentant"...). Mais leur vraie nature et leurs vrais enjeux sont d'autant plus difficiles à cerner pour le commun des mortels que les détails en sont protégés par la triple alliance entre secret défense, secret industriel et secret commercial. Or non seulement ces technologies menacent le vivant de multiples manières... mais elles sont aussi foncièrement inégalitaires.

Même en chimie plus classique, invisibilité est loin d'être synonyme de sécurité accrue, nombre des substances les plus dangereuses (monoxyde de carbone) ; sarin et nombre d'autres gaz neurotoxiques...) étant incolores et inodores, voire sans saveur. Evoquons aussi certains pesticides "modernes" abusivement présentés comme "homéopathiques", leur pouvoir létal étant tel que d'infimes quantités suffisent pour tuer à des kilomètres à la ronde. Ce qui signifie entre autres qu'ils peuvent se retrouver dans l'eau à des doses indecibles et néanmoins meurtrières, sans que leur implication dans un décès ou une maladie puisse jamais être matériellement ou juridiquement démontrée... et donc en toute impunité pour les multinationales de la "phytoprotection" qui les mettent en circulation.

Bref, dès lors que l'on confond toutes les pollutions – leur nature, leur ancienneté, leur origine, leurs effets sur la santé et sur les libertés, leur biopersistance et leur bioaccumulation, leur localisation, leurs enjeux industriels, économiques et politiques, ou la plus ou moins grande difficulté à les traiter suivant leur composition et leur contexte, y compris social – on se demande bien quel type de politique écologique, fût-elle (éco)socialiste, peut être préconisé, hormis l'habituel défaussement après-coup, en cas de crise trop flagrante, sur de supposés "experts" de secteurs de plus en plus cloisonnés, bourrés de conflits d'intérêt et sans vision systémique.

Par ailleurs, en l'absence dans ce manifeste de critique sérieuse de la technoscience <sup>(18)</sup> ou d'analyse historique, économique et idéologique de ses institutions, on comprend que "les chercheurs" (qui qu'ils soient, quoi qu'ils fassent) ainsi que "la" recherche (sous toutes ses formes, dans tous les domaines) soient d'emblée absous de toute responsabilité dans

l'état présent du monde (thèses 11 et 13). Et que soit implicitement repris le poncif éculé d'une présumée neutralité des sciences et des techniques, dont seuls importerait les usages, qui pourraient être souverainement choisis et "contrôlés" <sup>(19)</sup> (mais *qui* contrôle aujourd'hui quoi que ce soit, hormis l'information, à Fukushima ? <sup>(20)</sup>)

La confusion entre progrès humain ou social et progrès technique – et l'illusion qu'ils sont toujours positivement corrélés – fausse les temporalités, les priorités et les échéances. Alors que certains objectifs ou idéaux sociaux et culturels (émancipation, justice, liberté, égalité, fraternité, ou même simplement accès au planning familial...) ne seront jamais entièrement ou définitivement atteints, sans que, pour autant, les combats qui y tendent puissent être considérés comme irrémédiablement perdus ou vains, il en va tout autrement en matière d'écologie.

Ainsi, si l'on enrayer pas très vite, par des mesures extrêmement énergiques et courageuses, la disparition des abeilles et autres pollinisateurs, <sup>(21)</sup> disparition qui menace à très court terme et ferait bien les affaires par exemple de Monsanto (pour qui les abeilles ne sont que "voleuses de pollen"), les conséquences y compris sociales seront vertigineuses et, même avec la meilleure volonté écosocialiste, l'éventail des choix en matière d'"alternatives" pratiques et politiques s'en trouvera drastiquement et irrémédiablement restreint pour les siècles des siècles.

A cet égard, préconiser la création d'un "tribunal international des crimes contre l'environnement" part sans doute d'intentions louables, mais relève d'un état d'esprit très insuffisamment préventif <sup>(22)</sup>.

### **Et l'économie matérielle ?**

En termes de politiques publiques, seuls les aspects les plus dématérialisés de l'économie (services bancaires et de crédit éventuellement susceptibles de "nationalisation", ce qui paraît bien minimal à l'ère du trading haute fréquence...) semblent abordés dans ces *18 thèses*.

Mais *quid* des secteurs clés de l'agroalimentaire (Danone, Banania, Sodexo...) ou de la grande distribution (Carrefour, Auchan, Casino...), avec ses exorbitantes marges arrières et ses mégacentrales d'achat planétaires ? *Quid* d'industries écologiquement dévastatrices comme l'aéronautique, le spatial (Air France, EADS/Airbus, Thales...), l'automobile (Citroën, Peugeot, Renault, Michelin...) ? Du BTP (Bouygues, Vinci, Eiffage...) ? De l'énergie (Total, GDF-Suez, EDF, Areva...) ? De l'industrie pharmaceutique (Sanofi...) et des autres secteurs de la chimie ? Des opérateurs de télécommunications (Orange, SFR, Iliad...) et autres géants de la "communication" (Havas, Vivendi...) ? Que deviennent les multinationales dans le projet écosocialiste ? Hormis de bonnes paroles incantatoires sur le "contrôle" des gouvernements "soumis aux lobbies des multinationales", on n'en sait pour l'heure trop rien.

Et, si l'on ne peut qu'applaudir à l'idée d'un "partage" et d'une "redistribution" des richesses, comment ces "richesses" sont-elles quantifiées et définies ? Car voilà bien une notion – comme celle de "ressource" – socialement construite, produit d'un rapport de force, et dont la définition dépend au premier chef de ceux qui en bénéficient. Ainsi, pour les indigènes et les paysans d'Amazonie qui luttent au péril de leur vie contre l'extractivisme, le pétrole ou l'or ne sont pas des richesses, mais bien des malédictions. Idem pour l'uranium au Niger, en Australie, au Canada, voire en Limousin. De même, la plupart des fortunes et gros profits reposent sur des pratiques socialement et environnementalement destructrices. Un splendide paysage est-il une "richesse" ? Si oui,

peut-elle facilement se partager ? Est-il une "ressource" ? Ou autre chose encore ?

Donc, pour avoir un sens autre que devenir calife à la place du calife et pour réduire l'exploitation, la socialisation des entreprises correspondantes ne peut à l'heure actuelle déboucher que sur une diminution des bénéfices et productions antérieures – une réduction des "richesses" telles qu'elles étaient conçues auparavant – et sur le refus théorisé et moralement assumé de recourir dorénavant à certains types de "ressources". (On est d'ailleurs en train de voir, à cet égard, les limites de la très boiteuse initiative Yasuni...)

D'autre part, en matière d'agriculture, élevage ou maraîchage, il est certes on ne peut plus justifié d'insister sur les "nombreux besoins insatisfaits" dans "l'agro-écologie et l'agriculture paysanne". Mais qui peut ignorer que le principal verrou à leur indispensable essor est celui de l'accès à la terre, pour les plus jeunes notamment. Que ce qui freine est l'indisponibilité de parcelles et terrains de taille assez réduite pour être financièrement abordables et n'exiger ni forte mécanisation, ni organisation industrielle du travail...

Dans un pays qui, sous prétexte de modernité, s'est débarrassé de sa paysannerie en quelques décennies jusqu'à la réduire à moins de 2 % de la population totale, <sup>(23)</sup> et où la propriété foncière se concentre entre les mains d'un nombre encore plus restreint de très gros exploitants, voire d'actionnaires, l'écosocialisme et la planification écologique peuvent-ils, vu l'urgence et l'ampleur du problème, s'en défaire sur quelques "ceintures vivrières" et des associations de type AMAP ? <sup>(24)</sup> Par ailleurs, peut-on se borner à considérer la terre comme un "moyen de production" au sens de la thèse 8 ?

Quel type de réforme agraire et de redistribution foncière ? A quel rythme ? Quelles modalités et quel régime de propriété ou d'usage ? Même si ces questions peuvent à l'évidence faire l'objet de longs et passionnants débats citoyens, quelles mesures conservatoires et transitoires d'urgence ? Sachant que le *statu quo* menace de plus en plus la sécurité alimentaire en France – très dépendante des transports internationaux et des hydrocarbures – mais conduit aussi, de façon hypocrite, à cautionner la prolongation indéfinie de l'exploitation néocoloniale de la paysannerie d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine <sup>(25)</sup> dans le cadre de la division capitaliste internationale du travail.

Dès lors que sont évacuées les urgences vitales, le Manifeste pour l'écosocialisme peut certes se concentrer commodément sur le "temps long", à échéance de quelques décennies, d'une "planification écologique" prudemment déconnectée des échéances électorales et des délais de responsabilité politique... Un comble quand on sait que, dans le cadre de la culture de planification chère à la technocratie française – bien avant l'augmentation des capacités de calcul des ordinateurs qui a exacerbé les délires de l'extrapolation numérique et du tirage de plans sur la comète – les Trente "glorieuses" s'étaient, elles, bel et bien faites à coups de plans d'orientation quinquennaux (et ce pour des mandatures présidentielles d'un septennat...)

### **Ecologie socialiste ou communisme écologique ?**

Du coup, comment ne pas relever l'extrême ambiguïté du préfixe "éco" d'écosocialisme ? Une appellation en vaut certes une autre, tant que l'on veille à clarifier ce que l'on met derrière. Mais en matière d'écologie, les mésaventures déjà longues du préfixe "bio" – qui aboutit à confondre des pratiques aussi féroce-ment antagonistes que l'agriculture biologique et les biotechnologies – excluent désormais toute candeur. D'ailleurs, au plan international, n'est-ce pas la Commission *économique* et sociale de l'ONU (et non écologique et sociale...) que désigne le raccourci "Ecosoc" ?

Il resterait donc à préciser les raisons de privilégier l'appellation "écosocialisme" par rapport à la bien plus explicite "écologie socialiste" chère à René Dumont,<sup>(26)</sup> ou même à "communisme écologique", voire à écolosocialisme ou d'autres encore. La question du choix des termes et des filiations correspondantes se pose d'ailleurs en France avec d'autant plus d'acuité que le terme écosocialisme semble y avoir été introduit par le très libéral-technophile Joël de Rosnay <sup>(27)</sup>.

Dans ce cadre, alors que le technocapitalisme ne cesse de révolutionner, de force, notre quotidien et qu'il ne se passe pas 24 heures sans que les médias n'annoncent une nouvelle révolution scientifique, technique ou "sociétale", ne faut-il pas se demander si le recours incantatoire au terme on ne peut plus galvaudé de révolution, fût-elle "citoyenne", est encore si... révolutionnaire ? Surtout, reste-t-il conforme à l'intérêt du plus grand nombre ?

*« La bourgeoisie n'existe qu'à la condition de révolutionner sans cesse les instruments de travail, par conséquent le mode de production, par conséquent tous les rapports sociaux »,* écrivaient Marx et Engels en 1848. *« Ce bouleversement continu des modes de production, ce constant ébranlement de tout le système social, cette agitation, cette insécurité éternelle, distinguent l'époque bourgeoise de toutes les précédentes. »* <sup>(28)</sup>

Le système capitaliste ayant, depuis, amplement fait la preuve de son infinie capacité d'adaptation, à n'importe quel coût, surtout humain, par le biais précisément d'une révolution permanente, ne serait-il pas tant de réviser, à gauche, les slogans et les objectifs ? D'autre part, dans la plupart des définitions couramment données du socialisme et du communisme, les deux sont présentés dans un rapport de succession chronologique, le premier constituant une étape vers le lointain avènement du second. Mais cet ordre de succession ne mérite-t-il pas d'être interrogé, à la lumière de la situation écologique et sociale planétaire très dégradée où nous sommes, et de l'accumulation d'un certain nombre d'irréversibilités ?

Par exemple, la disparition de l'Etat (nation ou pas...) peut-elle encore être considérée comme envisageable ou souhaitable, face non seulement à l'hégémonie des multinationales, que l'on peut toujours espérer temporaire <sup>(29)</sup>, mais aussi face à l'héritage radioactif planétaire avec lequel les humains devront désormais essayer de composer pendant des dizaines de milliers de générations ?

Si cette disparition absolue apparaît désormais plus problématique qu'envisageable, quels contours et limites donner, dans le nouveau contexte et dans une perspective "d'alternative concrète et radicale", aux fonctions et pouvoirs des Etats ? Inversement, dans le cadre d'un projet politique de gauche cohérent, la question du communisme ne devrait-elle pas être aujourd'hui envisagée dans une perspective de simultanéité plutôt que de succession avec des formes de socialisme, en se demandant s'il n'y a pas des domaines précis de la vie courante qui pourraient (et mériteraient d') en relever dès à présent ?

Sur un plan plus général, l'abolition du salariat, par exemple (ou l'intégration des principes d'autogestion, sur une base de subsidiarité, à l'échelle des collectivités territoriales) peut-elle continuer à relever d'un hypothétique futur très lointain, ou son amorce réfléchie et délibérément assumée ne constitue-t-elle pas désormais un pilier préalable à tout infléchissement réel des logiques productivistes ?

Bref, peut-on se dispenser, quand on propose un projet comme celui de ce Manifeste, de préciser dans le détail et d'actualiser très clairement les représentations du monde, les théorisations politiques et les valeurs qui le sous-tendent ?

Ou faut-il craindre que la très acrobatique notion "d'intérêt général humain" <sup>(30)</sup> ne serve surtout à dépolitiser les débats et à évacuer les conflits de classes et de castes (un peu vite circonscrits au souci de "contrôler" quelques oligarques), en donnant l'illusion qu'il pourrait y avoir une seule bonne solution "rationnelle" et "raisonnée", qui naîtrait automatiquement d'un débat "citoyen" ou s'imposerait d'elle-même, pour peu que quelques élus ou quelques textes changent ?

L'idée d'une Constituante comme moyen et condition préalable de toute révolution "citoyenne" fait entre autres bon marché d'une des grandes différences entre la France d'aujourd'hui et celle de 1789 (et même, en partie, celle de 1958). En effet, la plupart des Français étaient alors, certes moins "cultivés" ou moins "instruits" au sens où on l'entend à présent, mais par contre en mesure de se nourrir, se vêtir et se loger, voire se soigner eux-mêmes, quasiment sans passer par le marché ou les institutions financières, dont le rôle restait marginal.

Il ne faut pas non plus oublier que, dans la conception grecque de la démocratie, d'où est issue la nôtre tout le monde n'était certes pas citoyen, mais tous les citoyens étaient en revanche des combattants potentiels <sup>(31)</sup>, ce qui fondait leur égalité et un certain nombre de leurs droits et devoirs. Autant dire que récupérer les bases matérielles et sociales d'une authentique citoyenneté indépendante ne se fera pas du jour au lendemain, et suppose qu'on s'y attelle dès maintenant, sans démagogie, en fixant des orientations claires, à *partir* desquelles des débats citoyens, au lieu de s'enliser dans des généralités abstraites <sup>(32)</sup> et de justifier d'éternelles procrastinations, pourront se révéler fructueux.

A cet égard, il est par exemple douteux que l'on puisse encore définir les "services publics" comme en 1945, et donc se borner à préconiser leur maintien et l'extension éventuelle de leur gratuité, sans réactualisation de la réflexion sur leurs fonctions et leur organisation, ni sur leur utilisation possible comme authentiques leviers pour une socialisation et une égalité accrues. Peut-être importerait-il même envisager, dans le contexte actuel, un service public de la restauration collective et, plus généralement, de l'approvisionnement alimentaire, un service public du logement (abri, entretien, isolement et réparations, voire construction...), un service public de l'habillement (confection, retouches, réparations ou recyclage)...

### **Quid des fonctions régaliennes de l'Etat ?**

Dans ce cadre, l'absence de proposition touchant aux activités des ministères dits régaliens que sont la Défense, les Affaires étrangères et l'Intérieur <sup>(33)</sup> est frappante dans ces *18 thèses*. Or c'est tout sauf un détail dans le pays ultracentralisé de longue date qu'est la France, où les liens intimes entre bureaucratie d'Etat, industriels et grands banquiers (autour du matériel de guerre notamment), remontent au moins au règne de Louis XIV.

Quelle conception les écosocialistes se font-ils donc du rôle de la police, de l'armée, de la diplomatie et de la politique étrangère ? De leur propre rôle en la matière ? Comment compte-t-ils les infléchir dans leur sens ? Quelle crédibilité pour un projet politique s'affichant comme "une alternative concrète et radicale", mais faisant l'impasse sur ces points ?

La question est d'autant moins accessoire que la part directe et indirecte des activités militaires aériennes, terrestres et navales dans la dévastation de la planète est en tout état de cause colossale, même si elle est évidemment impossible à quantifier avec précision. Cumulative, en diversification constante, elle touche même en plein cœur de l'Europe des territoires de plus en plus vastes : multiples "théâtres d'opération", camps de réfugiés, terrains d' "essais" militaires... Sans oublier les laboratoires de plus en plus sophistiqués où les activités réputées civiles sont devenues quasi indissociables techniquement, juridiquement et financièrement du volet militaro-sécuritaire.

Défoliants, érosion, déforestation et destruction de biotopes entiers ; surfaces énormes rendues impraticables et incultivables par des bombes non explosées, à fragmentation ou autres ; dispersion dans l'air, l'eau et les sols de métaux lourds, de radioéléments et de multiples toxiques chimiques persistants ; perturbations climatiques et électromagnétiques volontaires (cf. note 3) ou involontaires, sous forme de "dommages collatéraux" ; captation de précieuses ressources énergétiques, minières (dont des métaux rares) et agricoles ; contaminations virales, bactériologiques et nanoparticulaires, sans même parler des gabegies de kérosène... La liste ne cesse de s'allonger, mais semble hélas toujours devoir attendre, ou passer pour hors sujet.

Or en tant que 5e membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, au 4e rang des exportateurs d'armes conventionnelles devant la Chine, sans même parler de son énorme responsabilité historique et présente dans la prolifération atomique, la France y prend, à l'échelle planétaire, une part qui excède très largement sa superficie. Que ce soit par le biais des interventions dites de "maintien de la paix", des programmes de recherche & développement ou des exportations de matériel militaire et "sécuritaire", qui constituent un volet majeur de ses activités diplomatiques et économiques.

Si ces problèmes, à l'évidence complexes, ne peuvent être résolus par de simples proclamations de bons sentiments, leur importance et leur aggravation rapide n'en interdisent pas moins de différer davantage le moment de les aborder de front. Car ils sont nécessairement au cœur de tout projet politique qui se veut réellement démocratique et prétend révolutionner autre chose que la couleur des rideaux. Les repousser à plus tard, c'est perdre un temps précieux, au cours duquel les irréversibilités croissent et les marges de manœuvre se restreignent. Et c'est mentir ou se leurrer sur la nature des choix et leviers politiques réellement structurants.

### **La question des délais : l'exemple du nucléaire**

A cet égard, un des aspects les plus effarants de ce manifeste de février 2013 est son absence totale de prise en compte de la rupture majeure amorcée deux ans auparavant par le déclenchement du désastre de Fukushima <sup>(34)</sup>, dont la dimension planétaire inédite et pérenne – et les conséquences quant à tout projet écosocialiste, voire au sens même de l'idée de démocratie et de citoyenneté – ont apparemment échappé aux auteurs.

Se seraient-ils laissé abuser par la désinformation officielle franco-japonaise ? Rappelons en effet l'audacieux classement initial au niveau 4 sur l'échelle INES <sup>(35)</sup> de ce qui s'annonçait déjà comme la pire catastrophe atomique jusqu'alors survenue. Le reclassement ultérieur en niveau 7, tout en paraissant prendre enfin acte de la mesure du désastre, le rabattait en fait au même niveau que Tchernobyl, voire le faisait passer pour moins grave (en l'absence, cette fois, de gros "nuage", la majorité des becquerels filant discrètement sous terre et dans l'eau...). Alors qu'il était clair dès les premiers jours que la situation <sup>(36)</sup> aurait largement justifié la création d'un tout nouveau niveau 8 (en attendant le niveau 9, dans l'éventualité où tout contrôle sur les deux centrales nucléaires voisines

aurait également été perdu).<sup>(37)</sup>

Une telle impasse dans ces *18 thèses* – qui revient à cautionner la banalisation et la désinformation officielles concernant les dispersions de radioactivité présentes et à venir, et la gravité de leurs effets sur la santé de populations entières, avec en première ligne les plus jeunes et, bien sûr, les travailleurs sacrifiés<sup>(38)</sup> – paraît aussi sidérant que préoccupant de la part de promoteurs d' "une alternative radicale" de "gauche".

Comme le disait une députée ex-soviétique, "le pire isotope produit par la catastrophe de Tchernobyl, c'est le mensonge 137..." De quelle "révolution citoyenne" peut-il être question sans prise en compte de ce point ? Bientôt trois décennies après et un Fukushima plus tard, peut-on encore déceimment, à gauche, se contenter d'écrire que "neutraliser notre "empreinte écologique" "implique [...] l'arrêt du nucléaire" *parce qu'il "comporte des risques" ?!*

Or aucune revendication ou proclamation d'intention de sortie ou d'arrêt du nucléaire n'a de valeur si elle n'est pas assortie d'une échéance claire, s'inscrivant dans le cadre d'une stratégie globale politiquement argumentée<sup>(39)</sup>. A défaut, dans un premier temps, elle rassemble, certes, plus largement en apparence, mais sur des bases fausses, illusoire et finalement contreproductives, comme le montre toute l'histoire du Réseau Sortir du nucléaire et son incapacité à obtenir des résultats concrets.<sup>(40)</sup> D'autant que, en la matière, la virulence rhétorique des dénonciations est souvent trompeuse quant aux objectifs réels.<sup>(41)</sup>

Loin d'être un point de détail, la question des délais est première et politiquement centrale : c'est celle qui oblige à se poser concrètement les véritables problèmes, à faire ressortir les vrais clivages en matière de priorités, de valeurs et de projets de société, et qui permet de discerner, au bout du compte, les alliances ponctuelles ou durables réellement fructueuses et les mauvais accords opportunistes de façade.<sup>(42)</sup>

La liste des enseignements qui seraient à tirer de Fukushima<sup>(43)</sup> est loin d'être close. Sans entrer dans de longs développements historiques<sup>(44)</sup>, on peut déjà en citer quelques-uns :

– Avec le nucléaire "civil", un Etat dit développé et démocratique, voire à la pointe du progrès, peut se retrouver du jour au lendemain anéanti ou privé de toute souveraineté effective (voir note 33), et ce même en temps de paix.<sup>(45)</sup>

– Un régime libéral et dit démocratique se révèle moins efficace que ne le fut l'Union soviétique pour faire face à ce type de catastrophe, et ses ressortissants y sont plus mal traités. Les périmètres et seuils de contamination fixés pour l'évacuation<sup>(46)</sup>, par exemple, ont été bien moins protecteurs qu'ils ne l'avaient été en URSS après Tchernobyl.

– Les allégations de "radiophobie" et la psychiatrisation des victimes ne sont pas réservés aux ressortissants des régimes réputés totalitaires : ils sont indispensables à l'establishment nucléaire<sup>(47)</sup> international pour maintenir sa mainmise et son impunité. Même chose pour le lyssenkisme, sous forme de déni des effets sanitaires des doses non rapidement létales de radioactivité et, par exemple, de colportage de diverses variantes du mythe (aussi ascientifique que celui des effets protecteurs de la vodka) de la mithridatisation par ingestion répétée de faibles doses de radioactivité.

– Une telle catastrophe remanie totalement les rapports de force et relations de pouvoir dans la région. La possibilité de chantages au refus des exportations pour cause de contamination altère la situation économique et politique du Japon, y compris dans le

cadre des négociations autour du TPP (accord de partenariat transPacifique). Depuis que l'ampleur des déversements d'eau contaminée ayant déjà eu lieu a été admise, la Corée du Sud le menace même de poursuites pour violation du droit international.

– Fukushima ouvre l'ère des catastrophes dans des installations nucléaires vétustes. Les précédents accidents majeurs civils, à Three Mile Island et Tchernobyl, avaient pour origine des réacteurs quasiment neufs (la nouveauté et la modernité n'ayant rien d'une garantie de sûreté en l'occurrence). Mais le vieillissement du parc nucléaire mondial, dans un contexte économique et financier peu propice, crée en outre une situation de bhopalisation (installations obsolètes, où les incidents se multiplient, plus coûteuses à entretenir, sans compter les éléments qui ne peuvent de toute façon pas être remplacés et les défauts de conception qui ne peuvent être corrigés...) — prélude typique des catastrophes industrielles.

– Le désastre en cours, bien qu'il douche l'enthousiasme d'hypothétiques investisseurs privés, n'empêche nullement ses responsables, à commencer par les constructeurs de centrales nucléaires japonais (Toshiba, Mitsubishi...), à continuer à vouloir vendre du nucléaire, fût-ce à perte (au Vietnam et ailleurs) et même à se prévaloir de "l'expérience" ainsi acquise. De toute façon, le marché de la "décontamination" et de la "radioprotection" (combinaisons, détecteurs, robots...) est juteux et captif, et il s'agit surtout désormais de mouiller un maximum d'Etats dans l'affaire (Etats qui, en faisant au moins semblant de vouloir acquérir des centrales, entrent dans le club des nations qui comptent et, au minimum, s'assurent l'accès à des informations sur les contaminations en cours) <sup>(48)</sup>.

– Cette catastrophe était prévisible, voire annoncée <sup>(49)</sup>. La perspective et le risque d'horreurs semblables ou pires, fût-ce en temps de présumée paix, avait donc été assumée par les nucléocrates, même s'il serait abusif de dire qu'ils l'ont souhaitée et planifiée (il est vraisemblable que, comme tout un chacun, ils se sont bornés à croiser fort peu scientifiquement les doigts en espérant passer entre les gouttes). Vu l'histoire du programme nucléaire planétaire et son origine militaire pendant la Deuxième guerre mondiale et le début de la Guerre froide, l'éventualité d'une destruction totale de la planète a d'ailleurs sans doute été implicitement acceptée dès le départ, au Japon comme ailleurs. Bref, ces idéologues sont prêts à tout pour maintenir leurs privilèges, leur impunité et leurs croyances par la fuite en avant. C'est peu dire qu'il est temps d'alerter le commun des mortels, au lieu de toujours s'employer à dédramatiser et temporiser...

– L'ampleur des contaminations radioactives est en train de banaliser dans les faits celles que pourraient provoquer des "mini"bombes atomiques ou des armes radiologiques ; il est à craindre que, en la matière, un verrou psychologique ne soit en train de disparaître.

A vrai dire, il est fort possible qu'il n'y ait déjà plus grand-chose à faire concernant ce qui est déjà en cours au Japon, et qu'il faille se préparer à vivre à courte échéance sur une planète très contaminée. Auquel cas la question clé, pour des politiques en général, et des écosocialistes en particulier, devient la suivante – et tous les "victimologues" savent combien elle est cruciale pour l'avenir : le peuple des victimes aura-t-il droit au respect et à la reconnaissance de son statut de victime, ou sera-t-il disqualifié comme affabulateur, obscurantiste et seul responsable de ses maux ?

L'obligation de subir donne-t-elle le droit de savoir ? Ou bien une minorité, bénéficiant temporairement des moyens de se protéger et de se soigner, va-t-elle cornaquer une majorité déjà considérée comme surnuméraire et passée par pertes et profits ? Les citoyens sont-ils adultes, doivent-ils en tout cas être traités comme tels... ou pas ? Dans cette perspective, tout ce qui contribue à minimiser la gravité de la situation radiologique

en Asie-Pacifique, ou à colporter l'illusion d'une possibilité de "maîtrise" de ces phénomènes et technologies, enlève tout sens à l'idée même de "révolution citoyenne" et, bien loin de préserver l'espoir par un refus de lucidité prétendument optimiste, contribue à enfermer l'avenir dans le totalitarisme fascisant auquel la gauche prétend l'arracher.

### **Pensée magique et fétichisme de la méthode**

Au total, ces 18 thèses pour l'écosocialisme semblent donc relever pour l'heure d'un étonnant fétichisme de la méthode. Couplé au terme magique de "planification écologique", un changement de constitution et quelques consultations citoyennes y apparaissent comme de nature à tout régler – et à trancher sur tout – par miraculeux consensus au sein d'un peuple réconcilié et à la satisfaction quasi-générale, sans que soient jamais, sur aucun sujet, abordés les épineux problèmes des délais et des critères d'urgence, du traitement des conflits d'intérêts ainsi que des divergences affectives et culturelles au sein du vaste peuple des non-riches, ou des moyens de rendre effectifs les changements éventuellement inscrits dans les textes.

*"La Magie, écrivait Flaubert, croit aux transformations immédiates par la vertu des formules, exactement comme le Socialisme."* Or, pour l'instant, tout porte hélas à craindre que cet écosocialisme-là ne soit de la même veine que le genre de socialisme que vitupérait Flaubert.

Espérons que la suite nous donnera tort, et que les points évoqués ici, au demeurant non exhaustifs, seront pris en compte de manière crédible, et pas seulement cosmétique. A la veille d'une énième série de consultations électorales, ça paraît hélas loin d'être gagné.

Marie-Christine Gamberini  
(version provisoire au 20 août 2013)

1) Texte complet des 18 thèses sur <http://ecosocialisme.com/>

2) La biosphère est constituée par l'ensemble des êtres qui vivent sur la planète, et par les espaces propices à la vie où ils peuvent se développer ; elle englobe ainsi l'atmosphère (air), l'hydrosphère (eau) et la lithosphère (terre).

3) D'une forêt tropicale (avec tous ses habitants) à une mangrove, une simple mare ou un tronc d'arbre ; de l'ensemble du Sahara à une oasis ; de la plaine de la Beauce à un jardin urbain...

4) Les premiers investissements massifs dans les études militaires sur la manipulation du temps et du climat remontent au début de la guerre froide. Parmi les plus classiques des procédés, l'ensemencement de nuages au iodure d'argent fut utilisé pendant la guerre du Vietnam.

Ces dernières années, des pratiques analogues se sont ostensiblement multipliées pour assurer, en même temps qu'une démonstration de force, un temps clair lors des grandes compétitions sportives (Chine lors des Jeux olympiques, Russie encore il y a peu lors des mondiaux d'athlétisme...). Dans ce contexte, savoir si les changements de trajectoire inopinés du vent et de certains nuages qui ont épargné Kiev (arrosant à la place le Belarus) après l'explosion de Tchernobyl le 26 avril 1986, et Tokyo après celles de Fukushima, relèvent ou non intégralement du hasard fait débat.

Quoi qu'il en soit, ces techniques, qui incluent la manipulation de l'ionosphère, ou l'ensemencement des océans avec du sulfate de fer, ont fatalement beaucoup évolué depuis les années 50, même si la plupart d'entre elles relèvent du secret défense.

L'existence d'une Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles (ENMOD), signée en 1977 et entrée en vigueur en octobre 1978 (trois ans après la CABT, sur l'interdiction des armes biologiques, ouverte à signature en 1972), témoigne de l'ancienneté et de la gravité du problème. Celui-ci a récemment fait l'objet d'un regain d'intérêt de la part du Parlement européen, dont la résolution de 1999 n'a évidemment guère été suivie d'effets.

5) Les mêmes logiques ingénieriales nous valent aussi, au nom d'une conception technicienne et marchande des économies d'énergie, la récente dissémination massive de mercure dans les ampoules électriques alors même qu'on venait de le bannir des thermomètres pour raisons de santé publique.

6) Comme il ne saurait, par définition, y avoir de civilisation autre qu'humaine (ou extraterrestre ?) on voit mal à quoi sert ici cet adjectif redondant, sinon à tenter d'atténuer l'effet désastreux produit par le singulier.

7) Et ce malgré le placage tardif d'une ou deux références au féminisme. Ainsi, pour ravi-e-s qu'on soit d'apprendre (thèse 2) que le "paradigme écologiste appelle" (avec un appeau ?) "la laïcité et le féminisme", on ne peut éviter de se demander de quelle laïcité et quel féminisme il s'agit. Car cet écosocialisme qui "induit" (thèse 17) "la reconnaissance de la Déclaration universelle des Droits de l'homme" conserve à l'évidence une conception très masculine de "l'universalisme", sans recul critique vis-à-vis, par exemple, de l'exception très française consistant à traduire obstinément ainsi "human rights" (et non, comme pratiquement tout le monde à la surface de la planète, droits humains ou droits des êtres humains).

De même, dans la thèse 3, le louable désir de voir disparaître "l'exploitation de l'homme par l'homme" (même si le texte ne semble pas envisager la chose pour tout de suite) ne s'accompagne d'aucune prise en compte tangible des effets spécifiques de l'exploitation de la femme par l'homme, pourtant riche d'implications y compris écologiques – même si certains courants féministes s'y montrent particulièrement peu sensibles.

8) Les enfants et les jeunes sont en effet les autres grands absents de ces 18 thèses (hormis, en filigrane, aux seules rubriques "école publique" et "éducation"... ) alors qu'un des objectifs de l'écosocialisme pourrait être de restaurer des milieux de vie, rurale et urbaine, où les enfants

n'auraient pas besoin de vivre sous cloche et où les lieux d'activités des différentes classes d'âge n'auraient pas à être implacablement séparés. Quelques tentatives en ce sens ont eu lieu, par exemple en Argentine dans la coopérative Fasinpat, où les ateliers étaient accessibles aux enfants.

9) A simple titre d'illustration, une peau de banane, étant compostable, n'est pas un déchet sur sol non artificialisé. En ville en revanche, elle devient un déchet coûteux, qui termine le plus souvent sa carrière à l'incinérateur. Et s'il s'agit d'une banane traitée au chlordécone ou assimilé, sa peau n'est plus compostable (en tout cas pas pour cultiver "bio") et se transforme au contraire en déchet toxique. De même, plus les matériaux sont composites, ce qui est souvent le cas des matériaux modernes (pour alléger les carrosseries de voitures ou les pales d'éoliennes, ou pour ajouter des fonctions à des emballages alimentaires...) moins ils sont recyclables (ou alors, parfois, à très haut coût énergétique), transformant en déchets encombrants, sinon toxiques, des objets dont, en d'autres temps, on pouvait aisément récupérer les matières premières.

Sur un plan plus général, les évolutions récentes de l'obsolescence programmée (à laquelle le système capitaliste est contraint de recourir à des degrés divers depuis au moins le début des années vingt) font passer un nombre croissant de produits quasi directement du comptoir d'achat à la poubelle, transformant l'intégralité du résidu de la transaction, purement financière, en déchet.

Du coup, cette obsolescence programmée ne peut, à l'évidence, être simplement critiquée en termes utilitaristes de gaspillage des ressources, voire en termes consuméristes d'arnaque en matière de rapport qualité/prix. Elle est plus fondamentalement mortifère en ce qu'elle rend des humains eux-mêmes jetables et les dévalorise, eux et le temps qu'ils passent à leur travail. C'est ce que montrent d'ailleurs les nouvelles pratiques de "travail en batterie", sur lesquelles les suicides en Chine de jeunes filles qui fabriquaient des téléphones portables pour de grandes firmes étrangères ont récemment braqué les projecteurs.

10) Production et consommation sont d'ailleurs deux termes déjà extrêmement réducteurs et appauvrissants pour penser l'ensemble des activités humaines, même dans la seule sphère de la fabrication, comme on s'en rendra compte en consultant n'importe quel dictionnaire de synonymes aux rubriques "produire", "faire"...

11) Voir par exemple les fuites radioactives ultratoxiques qui menacent les sols, les nappes phréatiques et tout le bassin de la Columbia à Hanford, le plus grand site de stockage de déchets nucléaires des Etats-Unis, et aussi un des plus anciens pour avoir abrité le Projet Manhattan de fabrication des bombes à l'uranium et au plutonium qui détruisirent Hiroshima et Nagasaki.

Et voir, simultanément et cumulativement, les multiples nouveaux forages pétroliers offshore et des marées noires à répétition associées dans le golfe du Mexique, ou encore les ravages de l'exploitation des gaz de schiste et schistes bitumineux au Canada et ailleurs (pour s'en tenir au seul volet directement énergétique, mais il y aurait beaucoup à dire sur les résultats effroyables des dernières cartographies de pollution globale et multiforme des mers et océans...)

12) Dont la dimension planétaire, voire cosmique, ne peut certes qu'enthousiasmer les amateurs de systèmes...

13) *Silent Spring*, livre testament de la zoologiste et biologiste Rachel Carson, paru en américain en 1962, et en français en 1963 sous le titre *Printemps silencieux* avec une préface de Roger Heim, traitait des ravages sur les poissons, les oiseaux et les mammifères, humains compris, de l'épandage de biocides, en particulier de DDT, et de la gravité des conséquences du transfert à l'agriculture du matériel (avions...), des substances (neurotoxiques...), et plus globalement des techniques et de l'esprit de la guerre moderne.

14) Antiques décharges, vieux sites industriels, sédiments, paratonnerres au radium ou à l'américium et ainsi de suite, mais aussi, aujourd'hui encore, rejets et relargages de plomb, cadmium ou autres métaux neurotoxiques, de perchlorates, amiante, dioxines, PCB et autres polluants organiques persistants, de nitrates, avec entre autres production d'algues vertes, etc, etc.

15) Pour s'en tenir à quelques exemples, on sait que la France est depuis longtemps le pays le plus nucléarisé de la planète, avec entre autres le plus de réacteurs nucléaires par habitant (et donc un inventaire impressionnant de matières radioactives cumulées et d'installations et décharges vétustes) ; elle reste au 3e rang mondial (et au premier rang européen) pour la consommation totale de pesticides ; l'on y inhale plus de particules fines et ultrafines qu'ailleurs pour cause notamment de diesel, et ainsi de suite.

D'autre part, parmi les principales nuisances déjà anciennes mais en extension constante, on a trop tendance à oublier (ou à "naturaliser") la pollution par le bruit, en accroissement constant depuis le milieu du XXe siècle. Délétère pour nombre d'espèces animales, mais aussi pour la santé physique et mentale des humains, et principalement liée aux moyens de transports motorisés (automobiles, camions, trains, avions) outre qu'aux moyens électriques de reproduction et diffusion du son, il est de plus en plus difficile d'y échapper.

16) Avec maintenant même la "4G", pour pouvoir regarder la télévision sur un mobile dans un véhicule roulant à toute allure alors qu'un nombre croissant d'enfants et d'adultes sont déjà obligés de fuir toute vie sociale, scolaire ou professionnelle pour cause d'hyperélectrosensibilité, et risquent d'en voir leur existence considérablement écourtée.

"Le medium, c'est le message..." – mais qui lit encore McLuhan ?

17) Après avoir intégralement recréé in vitro, ces dernières années, le virus de la variole – officiellement éradiquée, et ne faisant donc plus l'objet de campagnes de vaccination – ainsi que celui de la poliomyélite, à partir de matériel pour l'essentiel disponible sur internet, des "chercheurs" (qui "ne sont pas nos adversaires" mais peut-être juste nos ennemis ?) en sont notamment à créer des virus et bactéries pathogènes totalement inédits, par recombinaison aléatoire d'ADN.

18) Sinon sous les espèces d'un refus assez catégorique des OGM, dont il est à craindre qu'il ne se limite en pratique, faute d'idées assez claires sur le sujet, au refus de la culture en plein champ des plantes génétiquement modifiées, et encore.

19) Comme si un collisionneur de hadrons, la 4G ou une puce RFID pouvaient être considéré comme des objets politiquement, socialement et écologiquement neutres. Comme si leur usage et l'ampleur de leur conséquences étaient susceptibles d'être démocratiquement "décidés", intégralement "choisis" et même "contrôlés".

Comme si le choix même du recours à une simple automobile n'entraînait pas tout un univers de conséquences à partir du simple goudronnage universel de tout le réseau routier, de l'introduction de feux rouges et de l'interdiction faite aux piétons de traverser quand ça leur chante...

Ou comme si, en médecine, les actuelles recherches à très forte intensité capitaliste pouvaient être conciliées avec des pratiques moins inéquitables comme celle des "médecins aux pieds nus".

Et comme s'il suffisait de s'insurger contre la vidéosurveillance pour changer quoi que ce soit au fait que le moindre ordinateur portable (et bientôt téléphone mobile) est désormais équipé d'une caméra dont n'importe qui peut faire n'importe quoi, en toute perversité ou en toute innocence, et dont les images et fichiers peuvent être siphonnés en toute discrétion avec une facilité déconcertante.

Bref, comme si on pouvait décider, par la magie de la libre délibération citoyenne et du consensus raisonnable, d'avoir le côté pile d'une pièce tout en faisant disparaître son côté face...

20) Voir les notes 24, 34 à 38 et 46.

21) On n'ose même plus dire qu'il faut cesser de massacrer les papillons parce qu'ils rendent le monde plus gai et plus beau...

22) Ainsi, à supposer qu'on y traduise un jour Tepco (parmi la foule innombrable d'entreprises et de

particuliers qui pourraient relever d'un tel tribunal), en quoi cela empêcherait-il moindrement la poursuite accélérée des multiples dévastations en cours ?

On peut d'ailleurs se demander si, au point où en sont les choses, décréter une amnistie générale en contrepartie de l'arrêt des dégâts, et de la communication des informations sans lesquelles il ne saurait y avoir de débat citoyen éclairé, ne serait pas désormais la seule option réaliste...

Et au lieu de toujours attendre le salut de la création d'instances supranationales, ne faudrait-il pas déjà commencer par balayer devant notre porte ?

23) Alors qu'elle représentait le quart de la population en 1945, et bien davantage avant la saignée de 14-18. Trois "actifs" sur quatre en France travaillent pour l'instant dans le secteur tertiaire.

24) Il n'est sans doute pas inutile de rappeler que les AMAP sont nées dans les années 60 au Japon, à l'initiative de mères de famille inquiètes d'empoisonner leur progéniture aux pesticides, et qu'elles sont aujourd'hui durement confrontées, d'une part à la mondialisation des normes de l'agriculture censément biologique, et d'autres part aux pollutions radioactives.

La région de Fukushima comprenait en effet un nombre important de fermes biologiques, et les circuits courts d'approvisionnement y étaient nombreux, notamment pour les cantines scolaires. Ce qui a posé de douloureux problèmes après l'accident nucléaire, quand certains parents désireux de donner à leurs enfants de la nourriture venue d'ailleurs, en principe moins contaminée, se sont heurtés au refus des directeurs d'école.

Plus généralement, à l'heure actuelle, le principe d'acheter de la nourriture locale pour aider les paysans japonais (dont beaucoup se sont d'ailleurs suicidés), se heurte au principe de la préservation de la santé. Au-delà des slogans patriotiques du gouvernement, certaines vieilles personnes considèrent que, à leur âge, ce n'est plus bien grave de manger de la nourriture contaminée et le font par solidarité. Il en va bien sûr tout autrement pour les enfants, mais les familles n'ont pas toutes les moyens de les évacuer.

25) La moitié des 7 milliards d'habitants de la planète sont des ruraux. Et parmi les 850 millions de personnes souffrant "officiellement" de la faim dans le monde, 75 % sont des paysans.

Expropriations et suppressions des cultures vivrières au bénéfice de cultures d'exportation alimentaires, textiles ou industrielles aidant, 25 000 personnes meurent de faim chaque jour dans le monde, soit deux fois plus que dans les années 70.

Mais bien sûr, le problème ne vaut pas que pour l'agriculture : dans l'état actuel des choses, toute amélioration du "pouvoir d'achat" de salariés en France ne peut se faire qu'au prix de l'aggravation de l'ultra-exploitation d'autres travailleurs ailleurs sur la planète.

26) Voir par exemple son livre de 1977, *Seule une écologie socialiste...*, paru chez Robert Laffont.

27) Dans *Le Macroscopie*, paru au Seuil en 1975.

28) Les dix éléments de programme du Manifeste du parti communiste de 1848 seraient d'ailleurs tout à fait intéressants à rediscuter dans le contexte actuel.

29) Somme toute, d'autres époques, certes antédiluviennes, ont édicté des règles antitrust...

30) "Intérêt général humain" qu'il faut tantôt "imposer" tantôt "délibérer", selon qu'on lit telle ou telle thèse du manifeste, et à propos duquel chacun est, curieusement, censé dire ce qui est bon pour les autres et non pour lui – bref, à parler à la place des autres (mais où les autres se mettent-ils, alors ?) et à palabrer sur tout sauf ce sur quoi, au fond, il a vraiment compétence pour s'exprimer...

Par ailleurs, comment peut-on simultanément affirmer, dans la thèse 2, "Il y a donc un intérêt général humain [...] : préserver l'écosystème qui rend la vie humaine possible" et, aussitôt après, décréter qu'il resterait à "l'identifier" "par la libre délibération collective" ?

31) Aux questions de savoir qui doit pouvoir disposer d'armes, lesquelles, pour quoi faire et dans quelles conditions, les Etats-Unis et la Suisse, chacun dans leur style, ont apporté des réponses démocratiques et citoyennes très différentes de celles qui sont actuellement en vigueur en France (où c'est d'ailleurs un Président de droite qui a supprimé le service militaire).

La restriction à la noblesse du droit de porter une arme faisait d'ailleurs partie des privilèges que le Tiers état voulait abolir lors de la Révolution française, et l'attachement d'une bonne partie du monde rural à la chasse en est un vestige direct. A l'heure, entre autres, de la multiplication des agents de sécurité privés, les enjeux ne sont pas minces ; ils touchent directement à la conception que l'on se fait des "citoyens".

32) Avec la pratique scolastique très française du raisonnement sous forme de "thèse-antithèse-synthèse" qui aboutit souvent mécaniquement à des résultats mi-chèvre mi-chou du type : "Vaut-il mieux zéro morts ou 1 million de morts ? Topons à 500 000..."

33) De plus en plus imbriqués entre eux, mais aussi avec ceux de l'économie, de la recherche...

34) Fukushima désigne à la fois :

\* une ville de 300 000 habitants ;

\* une préfecture de 2 millions d'habitants et d'une superficie de 13 800 km<sup>2</sup> (plus que l'Ile-de-France), située au sud de la région du Tohoku (Nord-Est) et limitrophe de la région de Chiba (celle qui comprend Tokyo, situé à 230 km de la centrale sinistrée, mais aussi la zone de Kashima, précisément évoquée dans le film de Yann Le Masson, *Kashima Paradise* (1973), et le site de Narita, siège d'une âpre lutte d'opposition historique, évoquée dans le même film, à la construction de l'aéroport correspondant ;

\* deux centrales nucléaires :

– Fukushima 1 (daiichi) : 6 réacteurs connectés au réseau entre 1970 et 1979, à une soixantaine de kilomètre de la ville homonyme ;

– Fukushima 2 (daini) : 4 réacteurs connectés au réseau entre 1981 et 1986.

Plusieurs autres villes et préfectures japonaises sont aussi massivement touchées par les contaminations radioactives, à des degrés pas toujours proportionnels aux dégâts énormes par ailleurs dus au tremblement de terre et au tsunami du 11 mars 2011.

35) L'échelle INES (International Nuclear Event Scale) de gravité des "événements" nucléaires, instituée en 1990, compte actuellement 8 niveaux, de 0 (écart) à 7 (accident majeur type Tchernobyl). Le niveau 1 (anomalie) correspond donc en réalité au 2<sup>e</sup> niveau de gravité.

Le niveau 4 est officiellement censé indiquer un "accident n'entraînant pas de risque important hors du site". Deux des cinq couramment répertoriés ont eu lieu en France (fusions partielles de cœur dans la centrale de Saint-Laurent-des-eaux, en 1969 et 1980).

Le très grave accident de Three Mile Island (1979), qui a failli être encore bien plus dévastateur, a lui été classé en niveau 5, tout comme celui du petit réacteur de Lucens en Suisse (1969) et l'incendie de Windscale (site ensuite rebaptisé Sellafield) en 1957.

Au niveau 6 a été placée, pour ce qu'on en a tardivement su, la catastrophe de Kyshtym (1957) en URSS.

Au Japon, en mars 2011, 3 réacteurs nucléaires sur 6 ayant été simultanément impliqués (alors que, en Ukraine, les Soviétiques étaient parvenus à cantonner la catastrophe de Tchernobyl à un seul des quatre réacteurs de la centrale Lénine), il était d'emblée patent que le niveau 7 était dépassé, tant les quantités de radioactivité durablement impliquées étaient colossales, et ce dans une zone sismiquement, géologiquement et climatiquement instable en bordure d'océan.

30 mois après (et malgré la risible proclamation d' "arrêt à froid" de décembre 2011), la situation sur le site de la centrale nucléaire n'est toujours pas stabilisée (alors qu'elle l'avait été en une dizaine de jours à Tchernobyl, au prix du sacrifice des premières dizaines de milliers de liquidateurs, sans qui une grande partie de l'Europe serait devenue inhabitable). Cela ne fait hélas

que confirmer l'ampleur internationale du problème, malgré son caractère tragiquement peu spectaculaire (bien moins que les incendies de centrales thermiques classiques et dépôts d'hydrocarbures qui ont eu lieu au même moment sur la côte du Tohoku, mais dont les installations ont pu être remises en service en quelques jours ou semaines...) qui incite à le minimiser.

Or il faut bien comprendre que, indépendamment des réactions en chaîne qui se poursuivent dans les sous-sols de manière imprévisible, même les interventions sur le site pour réduire les risques engendrent elles-mêmes d'autres risques. Ainsi le retrait, qui devrait démarrer en novembre, du combustible très radioactif de la piscine du réacteur 4, perchée en équilibre instable sur un bâtiment très endommagé, et rendu souhaitable par la très forte probabilité d'un séisme de magnitude 7 dans les 3 ans qui viennent, risque lui-même d'engendrer des réactions en chaîne et des contaminations aériennes pour lesquelles Alaska, Canada et côte ouest des Etats-Unis seront en première ligne.

36) Fusion simultanée de plusieurs cœurs de réacteurs avec, pour la première fois dans l'histoire, "syndrome chinois" effectif (perte de confinement par le bas) et dispersion irrémédiable des coriums dans la nature – sols, rivières, nappes phréatiques – qu'ils empoisonneront pendant des siècles pour le césium 137, des centaines de millénaires pour d'autres éléments radioactifs.

Présence à proximité de nombreuses "piscines" (une par bâtiment réacteur, plus la piscine générale du site), en équilibre précaire et quasiment à l'air libre, contenant une quantité faramineuse de cœurs de réacteurs usagés, où toute perte de refroidissement pouvait et peut encore aboutir à une nouvelle catastrophe radiologique.

Implication de MOX (français, qui plus est) dans le réacteur 3, et donc de davantage de plutonium. Dispersion massive et régulière de radioéléments par voie aquatique (océan mais aussi fleuves et nappes phréatiques) en plus des transuraniens émetteurs alpha, particulièrement dangereux par ingestion ou inhalation, retrouvés à des dizaines de kilomètres de la centrale.

Forte densité de peuplement ; proximité de la capitale... dans un pays où les risques de "big one" (comme à Los Angeles) sont suffisamment palpables pour avoir motivé plusieurs projets de déménagement de Tokyo (dont un à Fukushima...).

Le tout dans une région du globe géopolitiquement sensible et très nucléarisée située, entre la Chine, la Russie et les Etats-Unis (qui conservent une base militaire stratégique à Okinawa), sujette non seulement aux séismes à répétition, mais aussi aux tsunamis, typhons et inondations.

Lesquels menacent également – outre la cinquantaine d'autres réacteurs nippons qui n'ont pas encore été déclarés définitivement impropres à tout redémarrage mais sont actuellement à l'arrêt (ce qui limite les risques, sans les supprimer totalement) – les 6 de Taiwan, les 23 de Corée du Sud, et les 15 de Chine, ces quatre Etats d'Asie totalisant à eux seuls le quart de la puissance électronucléaire installée dans le monde (sans même parler de leurs programmes militaires).

37) Le site de Fukushima Daiichi (Fukushima 1) est proche de deux autres centrales nucléaires également bien secouées le 11 mars 2011 : Fukushima Daini (Fukushima 2) et Onagawa. La perte de contrôle totale et précoce de Daiichi aurait créé des niveaux de radioactivité tels qu'il aurait été impossible de maintenir du personnel sur les deux autres centrales, et donc d'y stabiliser les dégâts du tremblement de terre et du tsunami, qui menaçaient à terme les réacteurs.

Le Premier ministre japonais Naoto Kan a reconnu par la suite avoir dû se poser dans les premiers jours la question d'évacuer d'urgence (et pour des décennies...) les 30 millions d'habitants de Tokyo, ce qui serait sans doute devenu nécessaire (quoique pas forcément réalisable) si Tepco avait abandonné le site de la centrale comme l'opérateur en avait au début l'intention. Cela, selon Naoto Kan, "aurait signifié la chute du Japon".

Tout cela pose par ailleurs, avec une acuité nouvelle, la question du devenir des flux massifs de réfugiés environnementaux (et pas seulement climatiques) en cas de catastrophes radiologiques ou même chimiques rendant brusquement inhabitables de vastes territoires : non seulement la planète a des limites, mais les espaces disponibles sont en train de rétrécir.

Le problème a pour l'heure été tempéré par le peu de goût pour l'émigration de la plupart des Japonais, et sans doute par leur insularité. A l'évidence, il se pose différemment pour les plus

fortunés (qui peuvent voyager, résider ailleurs, se procurer plus aisément de la nourriture propre...) que pour la grande majorité de la population.

38) Parmi les effets sanitaires de l'exposition aux radiations ionisantes (par irradiation externe ou par contamination interne) figurent cancers, malformations génétiques, létales ou non, et instabilité génomique, mais aussi infarctus et autres pathologies cardiaques, cataractes précoces, affaiblissement immunitaire et bien d'autres maladies somatiques communes, comme l'ont enseigné les suites de Tchernobyl ainsi que des études récentes – moins biaisées qu'auparavant et fondées sur des documents déclassifiés – sur les survivants des bombardements atomiques au Japon.

Les enfants, comme tous les organismes jeunes, sont particulièrement vulnérables aux radiations, notamment parce que leurs divisions cellulaires sont plus fréquentes.

Le personnel qui travaille sur le site de Fukushima Daiichi (dont beaucoup de sous-traitants, comme toujours dans la maintenance des réacteurs nucléaires, et avec de multiples niveaux de sous-traitance en cascade) est, dans l'immédiat, le plus directement exposé. Et ce pour des rémunérations n'excédant souvent pas 7 euros de l'heure, assorties d'une obligation de secret.

Or, même yakuzas aidant (puisque l'industrie nucléaire, au Japon comme ailleurs, est depuis toujours liée à des formes de *lumpenproletariat*), les irradiés volontaires et les cadres compétents manquent déjà. D'autant qu'il y a tout de même une limite aux doses d'exposition encaissables par chaque personne travaillant sur place si les pouvoirs publics veulent maintenir l'illusion d'inocuité.

Il faut noter que, après Tchernobyl, une des controverses scientifiques portait sur la pertinence d'appliquer le "modèle d'Hiroshima" dans l'évaluation des effets sanitaires, sachant que les quantités de radioactivité durablement dégagées (et engendrant des contaminations internes durables) étaient considérablement supérieures dans le cas d'un réacteur nucléaire (la mortalité, en cas d'explosion d'une bombe atomique, provenant essentiellement d'autres causes). Or il apparaît aujourd'hui que les données utilisées pour estimer les effets radiologiques des explosions de Hiroshima et Nagasaki ont été scandaleusement tronquées et sous-évaluées.

39) On peut faire un parallèle historique avec la réduction du temps de travail, et son changement de signe selon son délai de mise en œuvre et sa plus ou moins grande progressivité : si l'application du passage au 35 heures avait été immédiate en 1981, ses effets et ses bénéficiaires auraient à l'évidence été très différents de ce qu'ils furent en pratique avec le long détour par la réduction à 39 heures.

40) Le Réseau Sortir du nucléaire, fédération d'associations dont le financement repose sur des donateurs individuels, a été créé après la dissolution des "Européens contre Superphénix" en 1997 – année de l'arrêt de Superphénix, mais aussi des 20 ans de la centrale de Fessenheim. Le statut de "membre" repose sur l'adhésion à une Charte qui vise l'obtention d'une "décision immédiate de sortie du nucléaire", et prévoit, parmi les moyens techniques de cette "sortie", les économies d'énergie, le développement des renouvelables, et le recours à des centrales à gaz en phase transitoire.

Dans sa tentative de fédérer largement, le RSDN, qui comporte aussi parmi ses membres des partis politiques aux programmes très divers et des syndicats, a toujours refusé de prendre position sur une échéance de sortie, arguant "en 5 ans ou en 25, il n'y a pas de bons ou de mauvais scénarii, il y a urgence à décider de sortir du nucléaire", et se concentrant sur les points plus consensuels que sont le refus de la construction de nouveaux réacteurs et la défense des énergies renouvelables.

Du coup, en 2007, année des 30 ans de Fessenheim (alors que, jusque vers l'an 2000, la plupart des antinucléaires évaluaient à 25 ans la date de fermeture "naturelle" et automatique des réacteurs), le Réseau a été dans l'impossibilité d'assumer de se lancer dans une campagne énergique pour la fermeture immédiate de Fessenheim, entérinant ainsi la stratégie d'EDF, qui venait de passer arbitrairement de 30 à 40 ans la durée d'amortissement de ses réacteurs, et distillant l'idée qu'aucun résultat effectif ne pourrait être obtenu sans changement complet de majorité électorale.

La relative avancée obtenue juste après le 11 mars 2011, avec la signature par une soixantaine de grandes associations, syndicats et partis politiques, dont certains non-membres du RSDN, d'un

appel qui prévoyait entre autres la fermeture immédiate de tout réacteur de 30 ans ou plus, a été gaspillée quelques semaines plus tard dès le début de la précampagne présidentielle, le RSDN choisissant, comme à chaque élection, d'en rabattre sur d'éventuelles exigences de fermetures pour ne pas gêner ses "alliés" politiques, dont la plupart préconisent (parfois depuis vingt ans) des scénarios de "sortie" à 20 ans qui supposent désormais une prolongation de l'exploitation des réacteurs bien au-delà de 30 ans. L'effet Fukushima aura duré un mois...

41) Cas d'école, le livre de Corinne Lepage *La vérité sur le nucléaire* (Albin Michel, 2011), une implacable et terrifiante charge contre l'industrie atomique et les périls auxquels elle nous expose sciemment, dont tout un premier chapitre est consacré à la désinformation sur la catastrophe de Fukushima, conclut néanmoins très sereinement pour la France : "*la sortie du nucléaire peut être envisagée sûrement d'ici quarante ans, peut-être même trente*"...

Mais où seront donc, dans trente, quarante ou même vingt ans, tous ces politiques et experts, déjà sexa- ou septuagénaires, qui jouent la montre ?

42) Pour illustrer cette problématique des liens entre théorie et stratégie, et des pièges d'un pseudopragmatisme en matière d'alliances, par un emprunt à un autre domaine, celui du féminisme, citons Christine Delphy (dans *L'ennemi principal*, tome 2) : "*les historiennes comme les militantes fabriquent l'image d'un mouvement non consensuel et divers dans ses façons d'agir, mais partageant les mêmes buts. Je n'adhère plus à cette notion, et je considère que ce consensus malgré soi où l'on force les militantes et les théoriciennes est une caractéristique du féminisme, même si elle ne lui est pas réservée et a été le sort de maint autre mouvement politique. Il existe une injonction sourde et venant de partout à minimiser les désaccords et les conflits, et à se résigner à une hétérogénéité imposée, qui est le contraire d'une diversité voulue. Il s'agit bien d'une résignation à être mises dans le même sac et à faire cause commune avec des adversaires.*"

43) Sur le modèle du 11 septembre aux Etats-Unis, les Japonais, eux, désignent par une date ce triple désastre (séisme, tsunami et, cette fois, aggravant irrémédiablement les deux autres, catastrophe radioactive) pour marquer combien il constitue une rupture dans leur histoire (qui vient redoubler celle d'août 1945), avec des conséquences allant évidemment bien au-delà du site de Fukushima et du Japon lui-même.

Pour un aperçu de la profondeur des réflexions en cours dans le pays, dans une langue sobre et très accessible, voir le recueil de témoignages et réactions rédigés pendant les premiers mois traduits en français sous la direction de Corinne Quentin et Cécile Sakai : *L'Archipel des séismes, écrits du Japon après le 11 mars 2011* (Picquier Poche).

44) Autour de la situation géopolitique du Japon et de sa domination par les Etats-Unis (qui ont dicté sa Constitution), mais aussi de l'alliance (y compris militaire et intégrant une coopération nucléaire en matière d'armement) de ces deux pays dès la fin de la Deuxième guerre mondiale au nom de la lutte contre le communisme, ce qui fait entre autres que le personnel politique et militaire de l'époque est resté quasiment inchangé.

45) Ce point, jusqu'ici en partie occulté par l'immensité géographique des pays où eurent lieu les premières catastrophes atomiques majeures (USA et URSS), vaut pratiquement pour tous les pays qui recourent à l'électronucléaire, à commencer par la France – et bien sûr la Belgique (dont les 7 réacteurs sont désormais exploités par GDF Suez), les Pays-Bas, la Suisse, l'Espagne, l'Arménie...

Mais il vaut aussi pour leurs voisins qui n'y sont pour rien : ainsi, on ne donne pas cher du Luxembourg en cas de catastrophe majeure à Cattenom ; ni de la Belgique si c'est Chooz qui lâche. Nombre de réacteurs nucléaires continentaux ont ainsi été délibérément construits en bordure de frontières.

46) Les Américains avaient préconisé un rayon d'évacuation de 80 km. En pratique, seule une zone d'exclusion de 10 km puis 20 km a été fixée comme obligatoire, ce qui permettait notamment de réduire le nombre de personnes à loger et indemniser, les autres étant libres de partir... à leurs frais.

Quand on sait que, indépendamment de l'aspect radiologique de la catastrophe, nombre de Japonais qui ont perdu leur maison dans le tsunami doivent par ailleurs continuer d'en payer les traites...

La gestion des doses réputées admissibles a été et reste tout aussi acrobatique, avec une tentative de les faire monter à 20 mSv par an pour les enfants (seuil annuel en principe admis en temps "normal" pour les adultes affectés aux travaux sous rayonnement dans les centrales nucléaires), trafiquage de radiamètres publics pour faire baisser les mesures, non prise en compte des contaminations internes, non-mise à disposition des chiffres mesurés pour nombre de radioéléments...

On connaît par ailleurs les limites de la notion de périmètres (déjà bien analysées à propos de la catastrophe d'AZF, par exemple), les pollutions aériennes dépendant étroitement du sens du vent, et l'eau s'écoulant le plus souvent en fonction d'autres paramètres. Idem pour celles de doses réputées admissibles (qui, en matière de radioactivité comme de pesticides ou d'autres toxiques, n'ont d'ailleurs rien à voir avec des seuils d'inocuité, mais représentent des compromis politiques, économiques et sociaux étroitement liés à des rapports de force).

47) Aussi appelé "lobby nucléaire", terme qui a l'inconvénient de donner l'impression qu'il serait extérieur aux Etats, ou "village nucléaire". Sa *lingua franca* est l'anglais, au point que les interventions dans la plupart des colloques internationaux sur le sujet, même organisés en France par des institutions françaises, ne sont jamais traduites dans la langue indigène du pays d'accueil...

48) *"La catastrophe de Tchernobyl représente l'une des plus précieuses cartes d'échange dans les relations de pouvoir entre les dirigeants de la planète. Elle occupe une grande place dans les interdépendances financières de la communauté internationale. Une part importante des moyens avancés est cachée à la société [...] A l'heure actuelle, la question nucléaire est le pion le plus intéressant des relations entre Etats."* Youri Bandajevski, *La philosophie de ma vie, journal de prison*, Jean-Claude Gawsewitch éditeur, 2006.

On imagine ce qu'il en est à présent avec Fukushima...

49) Dès 2007, à l'occasion du tremblement de terre qui a entraîné la mise hors service prolongée de la plus grande centrale nucléaire au monde, Kashiwazaki-Kariwa (dont au moins 3 des 7 réacteurs n'avaient toujours pas redémarré le 11 mars 2011), des sismologues japonais avaient prévenu que le pays entrait dans une phase de forte recrudescence sismique pour une quarantaine d'années, après quarante ans de relative accalmie.

Cf. aussi la fin de la note 35, sur la situation de la piscine du réacteur 4 de Fukushima Daiichi.